



**LE 7 MARS 2021**

**A BAS LE RÉGIME, SA CONSTITUTION, SES INSTITUTIONS !**

**ARRÊT IMMÉDIAT DE LA RÉPRESSION LIBÉRATION DE L'ENSEMBLE DES DÉTENUS !**

**POUR LA RUPTURE DES DIRIGEANTS DE L'UGTA ET DE LA CSA AVEC LE RÉGIME !**

**DÈS À PRÉSENT LES DIRIGEANTS DE L'UGTA ET DE LA CSA DOIVENT APPELER AU BOYCOTT DES ÉLECTIONS LÉGISLATIVES ET DES ÉLECTIONS LOCALES !**

**POUR UNE ASSEMBLÉE NATIONALE SOUVERAINE CONVOQUÉE ET ÉLUE SOUS LE CONTRÔLE DES MASSES EN LUTTE !**

### **À NOUVEAU, LA DÉFERLANTE**

L'immense mobilisation des travailleurs et de la jeunesse qui a eu lieu à la veille de la commémoration du hirak dans la ville de Kherrata l'annonçait : à nouveau, après un an de confinement du fait du COVID, copieusement instrumentalisé par le pouvoir, malgré la répression inouïe contre les militants politiques, les syndicalistes et plus généralement les activistes du hirak, c'est une véritable déferlante à laquelle nous avons pu assister le 22 février, avec d'immenses cortèges dans l'ensemble du pays. L'extraordinaire déploiement des forces de police et de sécurité n'y a rien fait. Ils étaient des centaines de milliers à travers le pays à manifester pour en finir avec le régime. Au-delà des slogans habituels repris massivement, « État civil et non militaire », klitou l' bled ya seraqine (voleurs, vous avez bouffé le pays), « Changement radical », « Justice indépendante »..., les manifestants ont massivement repris les mots d'ordre suivants : « Nous ne sommes pas ici pour faire la fête, mais pour vous faire partir ! », « Tebboune illégitime ! », allant jusqu'à s'en prendre ouvertement au régime et aux « services ». En réalité, on a assisté à un véritable camouflet pour le régime, qui entendait bien faire de cet anniversaire une procession funèbre pour enterrer toutes les aspirations et les revendications portées par les travailleurs et la jeunesse mobilisés pour en finir avec le système.

La détermination du prolétariat et de la jeunesse reste intacte, elle ne peut que se renforcer face aux provocations d'un régime qui s'entête malgré les revers humiliants qu'il a subis lors des élections présidentielles et plus encore lors du référendum du premier novembre. Cette reprise des mobilisations vient de loin. Durant un an, bravant les conditions dramatiques d'existence dans lesquelles le prolétariat et

la jeunesse ont été plongés du fait de la crise sanitaire et de la crise économique (chômage endémique, inflation, délabrement du système de santé, des universités...), les travailleurs et la jeunesse n'ont cessé de combattre dans les entreprises et à l'université pour la défense de leurs droits, pour le paiement de leurs salaires, contre les licenciements, pour la défense de leurs droits démocratiques comme celui de disposer de syndicats. Les exemples de NUMILOG, de l'ENIEM, sur lesquels nous étions largement revenus lors de précédents articles et déclarations, illustrent la combativité de la classe ouvrière, malgré l'intensification de la répression perpétrée par le régime, qui a largement saisi l'opportunité que représentait pour lui la crise sanitaire.

Les manifestations qui ont eu lieu le 22 février ne sont que le prélude à la reprise de la mobilisation des masses opprimées et posent directement la question de l'affrontement direct avec le régime.

A l'avant-garde, les étudiants s'organisent et ont repris leurs manifestations le mardi. Le 2 mars, ils étaient des milliers à Alger, ils ont manifesté en contournant le dispositif policier et en faisant preuve d'une responsabilité exemplaire pour éviter les provocations ; ils ont été rejoints par de nombreux travailleurs dans la ville d'Alger.

La classe ouvrière, la jeunesse, l'ensemble des masses opprimées reprennent le combat, repartent à l'assaut d'un régime aux abois, discrédité et qui pourtant s'entête à poursuivre sa feuille de route visant à son maintien.

## **TEBBOUNE ET LE RÉGIME DÉTERMINÉS COÛTE QUE COÛTE À POURSUIVRE LEUR FEUILLE DE ROUTE**

L'absence de Tebboune pour « raisons de santé » durant de nombreuses semaines, a suscité longtemps toutes les interrogations sur sa capacité à mettre en œuvre son agenda politique, développant tous les ferments d'une crise au sommet. Mais il ne faut pas s'y tromper : sur le plan économique, le gouvernement a largement entamé le processus visant à mettre en place les « réformes structurelles » dictées par le FMI, émanation de la coalition des puissances impérialistes. La dernière annonce dans ce cadre a été la suppression du subventionnement de l'essentiel des produits de première nécessité, même si nous ne savons pas à ce stade si cette annonce sera suivie d'effets (il faut dire d'ailleurs que cette disposition ne fera qu'aggraver la paupérisation actuelle liée à l'inflation et à la spéculation sur ces produits). Dans un contexte d'effondrement de l'économie, d'assèchement des réserves de changes, de dévaluation massive du cours du dinar qui s'échange aujourd'hui à 168 dinars pour un euro au cours officiel, le pouvoir, à la solde des puissances impérialistes, ne cesse de tenter de donner des gages sur sa capacité à mettre en œuvre les « réformes structurelles », c'est-à-dire les attaques meurtrières contre les maigres garanties des masses.

Mais pour cela, il lui faut stabiliser le régime, le mettre en ordre de marche pour faire refluer le hirak et à terme, écraser la mobilisation populaire par une répression sanglante si nécessaire et dès que les conditions politiques en seront réunies. Aujourd'hui, c'est l'opération des élections législatives qui constitue une étape essentielle dans la feuille de route. Aucun doute sur le fait que le régime a conscience qu'il risque de subir un camouflet d'une plus grande ampleur que celui de l'opération du référendum sur la constitution. Mais il n'en a rien à faire.

Ce qui compte, c'est que les élections aient lieu coûte que coûte, pour installer un parlement à sa botte, et accélérer l'entreprise de pillage du pays, de démantèlement des acquis du prolétariat et de la jeunesse.

La libération de quelques activistes a pour seule vocation de faire avaliser le processus électoral par ceux qui prétendent représenter l'opposition au régime. En réalité les quelques prisonniers qui ont été libérés l'ont été dans le cadre d'une grâce présidentielle, qui n'a rien à voir avec une relaxe pure et simple. Et c'est sans compter sur les centaines de militants qui restent enfermés dans les geôles du pouvoir (jeunes, militants « anonymes » qui payent au prix fort leur engagement politique ou syndical. C'est sans compter sur les dernières arrestations qui ont eu lieu lors de la reprise du hirak.

Comme l'indique le journal en ligne TSA du 2 mars 2021, Tebboune ne fléchit pas. Le journal indique : « *le chef de l'État est resté droit dans ses bottes concernant la crise politique. À travers ses propos, il est aisé de déduire que, retour du Hirak ou pas, le pouvoir tient plus que jamais à sa feuille de route* »

politique et institutionnelle dont il ne reste quasiment que les ultimes étapes, soit l'organisation d'élections législatives et locales anticipées.

Mieux, Tebboune a révélé que ce qui reste à faire le sera plus vite que prévu, annonçant que les législatives pourraient se tenir dans les trois mois, les locales avec. Quant au taux de participation que certains prévoient déjà rachitique comme ceux de l'élection présidentielle et du référendum constitutionnel, il ne semble pas très important aux yeux du président qui rappelle qu'il n'y a pas de taux minimum pour la validité du scrutin »

Plus qu'une mascarade, c'est une véritable provocation.

Tebboune le dit sans vergogne, le taux de participation aux élections législatives est pour lui secondaire, même s'il tente de limiter le fiasco de la participation en faisant coïncider les législatives avec les élections locales.

### **« DIALOGUER » AVEC LE POUVOIR OU COMBATTRE POUR LE BOYCOTT DES ÉLECTIONS ANNONCÉES : IL FAUT CHOISIR !**

La prétendue opposition regroupée au sein du PAD se garde bien de le dire parce que sa vocation a toujours été de tendre une perche au régime, d'établir un pont avec ce dernier.

Les dirigeants du FFS se sont particulièrement illustrés dans ce sens en participant aux rencontres avec les partis programmées par Tebboune, avant les manifestations du 22.

Pour ce qui est du Parti socialiste des travailleurs (PST), il a attendu le 21 février pour appeler à la mobilisation du 22. Il évoque presque incidemment les élections législatives tout en se gardant bien de se prononcer pour leur boycott. La seule perspective donnée est :

*« La libération immédiate de tous les autres détenus politiques et d'opinion et à levée immédiate de toutes les entraves à l'exercice effectif des libertés et des droits démocratiques, notamment les libertés d'expression, de réunion, d'organisation, de manifestations ainsi que les libertés syndicales et le droit de grève. Dans cette perspective, le PST encourage et participe à toutes les initiatives unitaires permettant l'émergence d'un front ponctuel des forces démocratiques. »*

Un grand silence sur la question décisive : celle de l'appel au boycott des élections. Un silence qui indique la position réelle du PST : pour un pacte pour l'alternative démocratique renouvelé en quelque sorte.

Louisa Hanoune, quant à elle, nous indique sa position dans sa dernière sortie :

*« Mme Hanoune a expliqué que la question n'est toujours pas abordée au sein de son parti. Elle le sera, a-t-elle confié, lors de la prochaine session ordinaire du comité central du PT. Toutefois, elle a laissé entendre que la question des élections "n'est pas une priorité" pour le pays, compte tenu de la situation générale » (Liberté, le 4 mars).*

La dirigeante du PT se laisse en réalité une marge de manœuvre, pour tenir compte de l'évolution de la situation. Mais dans l'immédiat, elle évacue soigneusement la même question décisive du boycott des législatives.

Elle en rajoute en criant avec les loups :

*« "La décantation est nécessaire", tranche-t-elle, estimant que les forces réactionnaires "s'activent à vider la révolution de son contenu". Et d'évoquer la nécessité « de contrer ces tentatives de "dévier" le processus révolutionnaire, notamment par le courant obscurantiste » (idem).*

Cette prétendue diatribe contre les forces obscurantistes ne peut qu'être mise en relation avec la campagne menée par le pouvoir et ses alliés visant à accréditer l'idée que les milliers de manifestants qui s'en prennent au cœur même du régime par leurs slogans sont somme toute manipulés. On ne peut que mettre en relation ces propos avec ceux de Tebboune qui explique *« que ceux qui sont sortis le 22 février dernier l'avaient fait pour « rappeler » les revendications du « Hirak béni authentique » et une partie l'a fait pour « d'autres raisons » [...], qu'une « contre-révolution financée par l'argent sale » est menée contre les « décisions de l'État ». Du reste, la plupart des revendications du Hirak sont satisfaites maintenant que la*

*chambre basse du parlement est dissoute, selon M. Tebboune. (TSA, le 4 mars).*

Ainsi se révèle le fait que ces forces politiques sont partie prenante du maintien du régime, malgré toute la phraséologie et les subterfuges qu'ils déploient. Ce qui leur importe, c'est d'œuvrer à leur niveau pour boucher toute perspective, en particulier celle du boycott effectif des élections législatives. Car elles savent toutes qu'un tel boycott signifierait une défaite de nature potentiellement à sonner le glas du régime.

Mais l'obstacle fondamental, c'est la collusion des dirigeants de l'UGTA et de la CSA avec le pouvoir. Labatcha, dirigeant de l'UGTA n'a eu de cesse de soutenir les initiatives du régime, en se prononçant notamment pour la tenue du référendum. Il co-élabore avec le gouvernement les contre-réformes visant à liquider les droits des travailleurs (droit à la santé avec gratuité des soins, droit à la retraite, maintien des statut des fonctionnaires...)

Quant aux dirigeants de la CSA, ils participent sans interruption au dialogue social avec le régime et le revendiquent ouvertement. Ainsi *Le Quotidien d'Oran* du 4 mars 2021 fait état de la dernière rencontre entre le ministre de l'éducation et les « partenaires sociaux » :

*« Le ministre de l'éducation nationale, Mohamed Oudjaout, a entamé une série de rencontres avec le partenaire social. Après avoir reçu les organisations des parents d'élèves, M. Oudajout a rencontré les représentants des syndicats, entre autres l'Unpef, le Cnapeste lundi dernier. Pour recevoir hier, encore un groupe de syndicats, parmi eux le Snapest. Dans ce contexte de malaise social et socio-professionnel, notamment avec la crise sanitaire qui prévaut, ces rencontres sont en fait un signe d'apaisement qui permettra d'ouvrir un dialogue franc avec les acteurs du secteur.*

*A travers une vidéo diffusée sur la page officielle de son syndicat, Sadek Dziri, président du bureau national de l'Unpef a affirmé que ces rencontres avec le ministre s'inscrivent dans le cadre du dialogue avec les partenaires sociaux. « Un dialogue qui ne devrait jamais s'interrompre et qui devra donner à tous les partenaires sociaux le droit à la parole et le droit de défendre le secteur mais aussi faire des propositions et participer dans le cadre de toutes les réformes engagées, sans exception » (souligné par nous).*

Quelques jours auparavant, le même ministre venait d'adresser l'injonction aux syndicats de rendre compte à la hiérarchie du renouvellement des sections syndicales dans le cadre d'une législation qui permet au régime d'avoir un contrôle direct sur leur activité. Cela n'a visiblement pas empêché les dirigeants syndicaux de revendiquer la participation au dialogue avec le régime !

Dans ces conditions, il va de soi que les dirigeants de la CSA et de l'UGTA ne sont en aucun cas disposés à rompre avec le régime et à combattre pour infliger une défaite à Tebboune. **Ils ne se prononceront pas d'eux-mêmes pour le boycott des élections législatives et locales, il faudra le leur imposer. C'est dès maintenant que la classe ouvrière et la jeunesse doivent se disposer dans cette perspective.**

**DÈS MAINTENANT : IMPOSER AUX DIRIGEANTS DE L'UGTA ET DE LA CSA QU'ILS APPELLENT AU BOYCOTT ET QU'ILS METTENT TOUTES LEURS FORCES DANS LA PRÉPARATION ET L'ORGANISATION DE CELUI-CI !**

Il faut le dire et le marteler : si le régime est parvenu jusque là à se maintenir, c'est essentiellement lié à la politique des dirigeants des organisations syndicales. Pourtant les syndicats appartiennent aux travailleurs, pas aux bureaucrates qui les dirigent. A maintes reprises, les travailleurs ont tenté de se réapproprier leur syndicat tant au plan national qu'au sein même des entreprises. Ce combat est aujourd'hui indissociable du combat pour le boycott des élections législatives. Il faut imposer aux dirigeants des organisations syndicales, UGTA et CSA, qu'ils se prononcent pour le boycott, qu'ils mettent toutes leurs forces au service de la préparation et de l'organisation du boycott en convoquant par exemple dans les entreprises, les universités, les quartiers, les communes, **des comités d'organisation du boycott, avec des délégués élus par les travailleurs, les étudiants et les masses opprimées, intégrant les représentants syndicaux**

**dans le cadre du front unique.**

Ces comités prendraient toutes les dispositions pour empêcher la tenue des élections le jour venu, y compris par un appel des dirigeants de l'UGTA et de la CSA à la grève générale. Ainsi pourrait être ouverte la perspective d'une Assemblée nationale souveraine convoquée et élue par les masses en lutte.

**POUR UNE ASSEMBLÉE NATIONALE SOUVERAINE, CONVOQUÉE ET ÉLUE PAR LES MASSES EN LUTTE**

Cette perspective s'inscrit dans le cadre du combat pour les libertés démocratiques. Elle s'oppose en tout point à une « assemblée » octroyée par le régime dans le cadre d'une « transition consensuelle ».

Parce que cela correspond à l'expérience politique actuelle des masses, parce que ce serait un bond politique en avant, il faut combattre pour une Assemblée nationale souveraine. Que faudrait-il pour que cette Assemblée soit réellement souveraine? D'abord et avant tout : que soient détruits le pouvoir totalitaire et tous les organes étatiques de ce pouvoir : police, forces répressives de toutes sortes, justice, administration, etc., à tous les niveaux ; que cet appareil d'état soit remplacé par un autre issu du mouvement des masses et des organismes qui surgiront de ce mouvement.

Mais quelle que soit l'ampleur du bond en avant que constituerait l'avènement de cette assemblée, cela ne suffirait pas en soit pour satisfaire les revendications de la classe ouvrière, des fellahs et des masses opprimées. L'Assemblée nationale souveraine ne peut au mieux que constituer une transition vers gouvernement ouvrier et paysan susceptible de satisfaire les revendications des masses. Comme dans de nombreux pays, la classe ouvrière d'Algérie ne dispose pas aujourd'hui d'une représentation politique, d'un parti ouvrier. C'est un manque qui se traduit cruellement. En l'absence de ce parti, ce qui doit être mis en avant, c'est la perspective d'un gouvernement de front unique UGTA-CSA. Le combat pour un tel gouvernement, rompant avec la bourgeoisie et l'impérialisme, est inséparable du combat que devront reprendre les travailleurs pour la réappropriation effective de leurs organisations syndicales, expurgeant de ces organisations les bureaucrates corrompus et vendus au régime.

**À BAS LE RÉGIME, SA CONSTITUTION, SES INSTITUTIONS !**

**ARRÊT IMMÉDIAT DE LA RÉPRESSION LIBÉRATION DE L'ENSEMBLE DES DÉTENUS !**

**POUR LA RUPTURE DES DIRIGEANTS DE L'UGTA ET DE LA CSA AVEC LE RÉGIME !**

**DÈS À PRÉSENT ILS DOIVENT APPELER AU BOYCOTT DES ÉLECTIONS LÉGISLATIVES ET DES ÉLECTIONS LOCALES !**

**POUR UNE ASSEMBLÉE NATIONALE SOUVERAINE CONVOQUÉE ET ÉLUE SOUS LE CONTRÔLE DES MASSES EN LUTTE !**

C'est dans cette perspective que s'inscrivent les militants de *Maghreb socialiste* qui combattent aujourd'hui sur cet axe, en regroupant une avant-garde révolutionnaire armée politiquement. Les travailleurs et jeunes qui partagent ces objectifs ou qui veulent en discuter sont invités à prendre contact.

*Les militants regroupés autour de Maghreb socialiste n'ont pas d'autres intérêts que ceux des masses en lutte contre le régime. C'est pourquoi, ils militent :*

*Pour la chute du régime, la satisfaction de toutes les revendications démocratiques*

*➤ En particulier l'élection d'une Assemblée nationale souveraine*

- *Pour la satisfaction des revendications ouvrières, ce que seule permettra la constitution d'un véritable gouvernement ouvrier, en en finissant avec la domination impérialiste, expropriant les grands groupes capitalistes, organisant la production en fonction du besoin des masses*
- *Immédiatement, pour l'unité des rangs ouvriers, le front unique des organisations syndicales ouvrières ouvrant sur la constitution d'une centrale ouvrière unique indépendante de l'état et de la bourgeoisie, et démocratique*
- *Pour la constitution d'un véritable parti ouvrier*

*Les travailleurs et jeunes qui partagent ces objectifs ou qui veulent en discuter sont invités à prendre contact: [maghrebsocialiste@free.fr](mailto:maghrebsocialiste@free.fr)*